La Représentante spéciale du Secrétaire général sur la violence sexuelle dans les conflits, Zainab Hawa Bangura, a exprimé son inquiétude vendredi au sujet des allégations qui circulent dans des médias locaux au Darfour sur le viol collectif de 200 femmes et filles dans une ville du nord de la région et a appelé le gouvernement du Soudan à permettre un accès immédiat et sans entrave à des enquêteurs.

Dans un communiqué de presse, Mme Bangura a déclaré qu'il fallait que la Mission de l'Union africaine et des Nations Unies au Darfour (MINUAD) soit autorisée par le gouvernement du Soudan à enquêter et vérifier si les incidents signalés dans la ville de Tabit ont eu lieu et, si c'est le cas, faire en sorte que les responsables rendent des comptes.

En outre, elle a appelé les acteurs humanitaires à garantir que des « services adéquats » soient fournis aux survivantes. « Il est essentiel que, dans le processus de vérification des faits, la sécurité des survivantes soit la priorité, » a-t-elle ajouté.

Mme Bangura a déclaré que son bureau était prêt à coopérer avec la MINUAD pour prévenir la violence sexuelle dans les conflits en Afrique.

Il y a deux jours, la MINUAD a exprimé sa profonde préoccupation au sujet des allégations de viol collectif à Tabit, qui est situé à 45 kilomètres au sud-ouest d'El Fasher, au Nord-Darfour. La MINUAD a déclaré qu'elle menait une enquête approfondie sur la véracité de ces allégations.

Source: Centre d'actualités de l'ONU